



*** Seule la version prononcée fait foi ***

Le 23 mars 2007

**CONFÉRENCE « SCIENCES PO » EN PARTENARIAT AVEC « LES ECHOS »
« L'EUROPE FACE À LA MONDIALISATION : QUELLES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES POUR DEMAIN ? »
26 MARS 2007**

INTERVENTION DE M. ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE, PRÉSIDENT DE BUSINESSEUROPE

TABLE RONDE: MOBILISER TOUS LES LEVIERS COMMUNAUTAIRES EN FAVEUR DE LA COMPÉTITIVITÉ

15h15 – 16h30

5 minutes d'intervention + débat

Table ronde animée par : Erik Izraelewicz, directeur adjoint de la rédaction – Les Echos

Intervenants : Jean-Louis Bourlanges député européen
Lord Brittan, Vice-Président, UBS Investment Bank
Jean-Pierre Jouyet, chef de service, Inspection Général des Finances
Hervé Jouanjean, secrétaire général adjoint de la Commission Européenne
Jean-Pierre Jouyet, chef de service, Inspection générale des finances
Ernest-Antoine Seillière, Président de BUSINESSEUROPE

- Après 50 ans de la construction européenne, l'Europe a changé, et le monde a changé. Aujourd'hui l'Europe est confrontée à un double défi :
- - sa gouvernance,
 - sa compétitivité.

Prenons le défi de la compétitivité

- Le dynamisme conjoncturel actuel offre une chance unique de rétablir le potentiel de la compétitivité et la croissance en Europe. Après une forte année 2006 (3 % de croissance, 3 millions d'emplois nouveaux créés dans l'UE), l'économie européenne devrait poursuivre cette année sur la voie de la reprise, avant de se stabiliser autour de son potentiel. Le rythme de la création d'emplois est particulièrement encourageant en ce moment, et BUSINESSEUROPE estime que pour la période 2006-2007-2008, ce sont 8,5 millions d'emplois qui seront créés dans l'UE.



- Mais cette vigueur retrouvée ne doit pas servir d'excuse aux décideurs politiques et faire oublier les difficultés. La productivité stagne aux environs de 1,5 %, et une prévision de croissance pour l'année prochaine de 2 % pour la zone euro et 2,4 % pour l'UE ne laisse guère de marge.
- Ces prévisions, cependant, ne sont pas inscrites dans le marbre. Si l'on tire parti de l'embellie conjoncturelle pour progresser dans la stratégie européenne pour la croissance et l'emploi, alors il y a une chance que l'économie de l'UE connaisse une dynamique de croissance renouvelée dans les années qui viennent.
- BUSINESSEUROPE discerne six actions prioritaires pour rendre l'Europe plus compétitive dans un environnement mondialisé.

1. Mettre en œuvre les réformes pour la croissance et l'emploi

- Plus de croissance et plus d'emplois demeurent l'enjeu cardinal de l'UE. Pour cela, chaque pays doit s'approprier davantage la stratégie de Lisbonne et ses objectifs, les faire siens de manière plus étroite. Or, si des initiatives et réformes pour la croissance et l'emploi prennent forme dans tous les États membres, il reste trop de réformes qui n'ont pas encore été complètement menées, ou qui ne rencontrent pas les attentes des entreprises. Le rythme et l'ampleur des réformes doivent s'intensifier considérablement. Certains États membres, en particulier les pays nordiques, continuent à favoriser des structures économiques de classe mondiale qui les placent parmi les plus compétitifs du monde, tandis que d'autres, notamment les grands États membres du continent européen, luttent toujours pour adapter leurs structures économiques aux enjeux d'aujourd'hui.

2. Relancer l'intégration du marché intérieur

- Le marché intérieur, l'un des grands succès de l'intégration européenne, est encore incomplet. Son intégration doit être relancée par une libéralisation plus poussée des marchés.
- Il est nécessaire de moins légiférer et, le cas échéant, mieux légiférer. La subsidiarité doit être respectée. Les évaluations d'impact et une moindre bureaucratie sont vitales pour faire des affaires en Europe. De leur côté, les États membres doivent s'abstenir de rigidifier et complexifier la législation européenne.
- Mais l'un des handicaps les plus urgents aux activités transnationales des entreprises est la nonchalance des États membres à mettre en œuvre la législation relative au marché intérieur : surveillance accrue des marchés et meilleure application du principe de reconnaissance mutuelle s'imposent.



3. Lutter contre les protectionnismes nationaux

- Grâce à une économie de marché ouverte et à la libre concurrence au sein de l'UE, les marchés nationaux se sont ouverts l'un à l'autre. Cependant, malgré la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux, des réflexes protectionnistes peuvent encore être observés. L'Europe doit lutter plus fermement contre cette tendance. L'Union européenne doit également maintenir son engagement envers la libéralisation du commerce international, par le renforcement du système d'échanges de l'OMC et la facilitation des relations de commerce et d'investissement avec les grands partenaires commerciaux.

4. Tirer parti des possibilités de l'élargissement

- L'élargissement a insufflé une dynamique nouvelle au marché intérieur. Du point de vue des entreprises européennes, c'est là une occasion majeure de soutenir la compétitivité face à la mondialisation rapide.

5. Gouverner l'UE de manière efficace

- La gouvernance de l'UE a souffert des référendums négatifs en France et aux Pays-Bas. Il s'agit aujourd'hui de résoudre les problèmes institutionnels que pose une Union de 27 membres.
- Ce n'est pas la première fois que l'Europe traverse une période délicate, mais c'est probablement la pire. L'UE a surmonté la crise, mais la situation actuelle est sans précédent : le projet européen a perdu le soutien d'une grande partie des citoyens de l'UE. La crise survient à un moment où l'UE est confrontée à d'énormes défis liés à la mondialisation, à l'élargissement, au vieillissement de la population et au progrès technologique.
- La période de réflexion lancée il y a un an et demi est devenue une période de sommeil, et un réveil s'impose, avec des propositions concrètes. Il est temps de voir des résultats !
- Vous pouvez soutenir qu'il n'appartient pas aux chefs d'entreprise de trouver les solutions politiques. Il est cependant de notre devoir de lancer un appel d'urgence à de telles solutions, et nous en avons débattu au sein de BUSINESSEUROPE.
- Nous soutenons fermement l'action lancée par la chancelière Angela Merkel pour définir une stratégie permettant, dans les mois à venir, de progresser dans la résolution de la crise tout en conservant le contenu institutionnel du projet de traité constitutionnel.



6. Réformer les systèmes sociaux pour qu'ils soient durables

- L'Europe compte peut-être 27 systèmes sociaux différents, mais nous avons des valeurs communes. Nous cherchons à conjuguer compétitivité et protection sociale. Nous sommes fiers de ce système, soucieux de le promouvoir, mais il doit être adapté pour être durable.
- Le vieillissement de la population aura un impact significatif. En 2050, il y aura deux personnes en âge de travailler pour chaque retraité, alors que le rapport actuel est de quatre pour un. Ce que cela signifie ? non seulement moins de personnes pour contribuer aux systèmes de protection sociale et plus pour en dépendre, donc des pressions toujours plus grandes sur les dépenses publiques. Mais aussi, des taux de croissance économique potentielle qui se réduisent à mesure du vieillissement démographique, essentiellement en raison de la diminution de la population active. L'immigration en provenance de pays tiers est nécessaire pour compenser le vieillissement, mais elle ne suffira pas ! La source même de la croissance subira de profonds changements : dans les prochaines décennies, la croissance résultera surtout, si pas totalement, de gains de productivité.
- Doper la croissance de la productivité et de l'emploi est l'objectif qui doit être placé au centre des stratégies de réformes du marché du travail et de la sécurité sociale. L'expérience de certains États membres le montre, il est possible de conjuguer niveaux élevés d'emploi et productivité élevée.

Conclusion

- L'Europe est sur la bonne voie pour ce qui est de la reprise économique et des réformes.
- Les entreprises font de leur mieux pour rester compétitives.
- Mais ce n'est pas le moment de baisser les bras, le débat institutionnel doit être surmonté et les réformes accélérées.
